

# Compte rendu scientifique, compte rendu d'activité

## Programme de formation – recherche CIERA années 2005-2007

### ***Bilan d'activité :***

6 séminaires et deux journées d'étude avaient été initialement prévus par la convention n° PFR 0605/04.

Les 6 séminaires ont été organisés selon la chronologie suivante :

1. Systèmes de formation et acquisition de la qualification dans les 3 pays (Intervenants : Charles Berg, Werner Zettelmeier, Philippe Méhaut)
2. L'insertion des jeunes dans la Grande Région (intervenants : Beate stoff, Raymond Meyers, Alexandre Parment, Hervé Lhotel)
3. Les questions de traductions des concepts et notions dans l'approche comparative (Intervenants : Brigitte Lestrade, Jean-Philippe Fons)
4. Singularités transfrontalières dans les parcours d'insertion (Intervenants : Karsten Ries, Carlo Welfring, Laurence Naert)
5. Le travail transfrontalier et l'insertion des jeunes en Grande Région (Intervenants : Rachid Belkacem, Isabelle Piroth, Monique Borsenberger, Philippe Haman)
6. Les dispositifs spécifiques d'insertion à destination des jeunes peu qualifiés (Intervenants : Jürgen Reinhardt, Achim Dürschmid, Cathy Hilger, Bernard Pierron)

En moyenne, les séminaires ont été suivis par une trentaine de personnes, des étudiants en master, des doctorants et quelques chercheurs et enseignants chercheurs. Deux séminaires ont été particulièrement suivis : le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>ème</sup> qui comptaient chacun plus de 70 personnes (séminaires ouverts aux étudiants de M1). A contrario, le séminaire organisé à Paris au CIERA n'a pas attiré les foules. Chaque séminaire a donné lieu à enregistrement et une synthèse des débats a été réalisée.

Les 2 journées d'études ont été par contre annulées, faute d'intervenants. Il a été nettement plus facile de mobiliser les intervenants en Grande Région que de faire venir des collègues quelle que soit leur nationalité. La thématique régionale explique peut-être cette réticence à participer aux journées d'études, le choix de la fin d'année universitaire ayant certainement des incidences sur le refus ou l'annulation après coup d'intervenants universitaires.

**Une partie des coûts d'organisation n'a donc pas été dépensée et sera restituée au CIERA.** Il est à noter également qu'une partie non négligeable des dépenses a été prise en charge par des subventions octroyées par les universités de Nancy2 et de Metz.

## **Les avancées scientifiques**

L'intérêt premier qu'a présenté ce cycle de conférences est déjà d'avoir fait se rencontrer des spécialistes des questions de l'insertion des jeunes qui ne travaillaient pas ensemble. Malgré la proximité géographique, chaque pays de la Grande Région entretient au niveau scientifique et tout particulièrement sur les questions d'insertion des jeunes peu voire pas de relations de coopérations.

Un autre aspect essentiel qu'ont souligné ces rencontres est la nécessité de prendre en compte le niveau régional dans les études comparatives. Les données nationales, par exemple celles portant sur le chômage des jeunes sont certes pertinentes pour « situer » un pays dans l'environnement européen, elles marquent toutefois des limites à rendre compte des situations infra nationales. Par exemple, les taux de chômage sur l'ensemble de l'Allemagne sont fortement contrastés selon les Länder, la situation en Sarre ou au Palatinat étant relativement proche de celle que rencontrent les jeunes lorrains ou encore les jeunes luxembourgeois.

On peut également noter à ce titre l'illusion que représente le très faible taux national de chômage au Luxembourg où une part non négligeable des jeunes peu ou pas qualifiés se voient concurrencés sur les emplois d'exécution par les travailleurs frontaliers ce qui se traduit par un taux de chômage des sortants du système éducatif comparable à celui des jeunes lorrains ou sarrois.

Toutes choses étant égales par ailleurs, plusieurs constantes s'imposent à l'analyse : quel que soit le pays, plus le niveau de formation est élevé, plus faible est le taux de chômage repéré sur ces catégories. De même une sortie en fin de cursus du système scolaire protège proportionnellement mieux du chômage qu'une sortie en cours de parcours ; la même observation peut être faite de part et d'autre des frontières entre ceux qui sont en possession du diplôme qui connaissent des conditions d'insertion meilleures que ceux qui ne l'ont pas obtenu.

La dimension régionale, en particulier si l'on s'attache à analyser les conditions d'insertion des jeunes à faible niveau de qualification, est certainement plus pertinente à retenir que l'ensemble des indicateurs nationaux. Toutefois, les approches quantitatives des situations d'insertion des sortants des systèmes scolaires au niveau de la Grande Région pointent des situations certes comparables de part et d'autre des frontières mais soulignent également les difficultés de la comparaison. De fait, on observe qu'au niveau de l'appareil statistique l'harmonisation des procédés de repérage des situations et surtout de suivi des individus n'est pas harmonisé. Côté Rheinland Pfalz ou Saarland, ce sont exclusivement les statistiques de l'Arbeitsagentur qui sont prises en compte avec un intérêt marqué pour les catégories SGBII qui représentent les publics les plus fragilisés sur le marché du travail Outre Rhin. Le Luxembourg s'appuie également sur le recensement des jeunes inscrits à l'ADEM (Administration de l'Emploi). Là encore, tout comme dans les deux autres pays, on ne répertorie que les jeunes inscrits dans l'institution de l'emploi. Or 500 jeunes luxembourgeois manquent dans la base de données ce qui, à l'échelle du pays, représente plus de 15% des jeunes sans emploi. La Lorraine, grâce en particulier à une extension de l'enquête "Génération" du CEREQ offre un suivi statistique plus sophistiqué (enquêtes longitudinales) mais peine pour autant à proposer des données strictement comparables avec celles des régions limitrophes.

Troisième aspect important, celui des contextes nationaux qui surdéterminent les politiques publiques, les dispositifs, les logiques d'action à l'œuvre. L'Allemagne avec son

système dual, bien qu'il marque des difficultés réelles à inscrire l'ensemble des jeunes dans une trajectoire d'insertion est fortement structurant en Sarre et en Rheinland Pfalz, la France multiplie les filières parallèles au dispositif de formation professionnelle porté essentiellement par l'Education Nationale alors que le Luxembourg hybride les deux logiques : celle de l'apprentissage et celle des dispositifs de « deuxième chance ».

Aussi est-il nettement apparu, lors du dernier séminaire, la nécessité de développer une approche "sociétale" dans la prise en compte des approches transfrontalières. L'articulation entre système d'acquisition des qualifications, systèmes d'emploi et modes d'usage de la main d'œuvre juvénile est indispensable pour saisir les logiques à l'œuvre dans les dispositifs régionaux d'insertion des populations juvéniles.

### ***Les prolongements envisagés :***

D'ores et déjà, ce programme de formation recherche a permis d'enclencher un projet de recherche transfrontalier dans le cadre d'un programme de coopération territoriale européenne sur la période 2008-2011 (Grenzüberschreitendes Programm zur Europäischen Territorialen Zusammenarbeit 2007-2013 "Großregion"). Un partenariat a été monté avec des institutions étant intervenues lors des séminaires et ayant manifesté leur volonté de prolonger la réflexion transfrontalière sur les conditions d'insertion des jeunes dans la Grande Région. Il s'agit pour la Sarre du Berufsbildungswerk de Saarbrücken (institution de formation émanation d'une centrale syndicale) et du CESIJE au Luxembourg qui est un des laboratoires de recherche de l'université du pays.

De même, des contacts engagés avec la mission insertion d'EDF nous conduiront à organiser des séminaires portant sur les problématiques d'insertion des jeunes en Europe ouverts aux DRH de l'entreprise.

Enfin, nous n'écarterons pas la possibilité de nous appuyer sur le programme Interreg IVC de la Commission Européenne pour élaborer un projet de mise en réseau entre les institutions partenaires de la Grande Région et d'autres situations européennes comparables (Kärnten/Frioul/Slovénie ; Sachsen/République Tchèque/Dolnoslaskie) sur des problématiques comparables.